

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

DENONCONS L'INTERVENTION MILITAIRE DU GOUVERNEMENT SOCIALISTE

AU SERVICE DES MONOPOLES FRANÇAIS !

Le gouvernement français a décidé d'envoyer 1600 militaires en République Centrafricaine, en plus des 650 déjà présents. A en croire François Hollande, Laurent Fabius et leurs acolytes gouvernementaux, il s'agit de mettre un terme aux massacres provoqués par des affrontements qui opposent d'un côté des milices d'autodéfense populaire de religion catholique et favorables à l'ex président François Bozize, et de l'autre des ex-rebelles de la SELEKA, musulmans, qui avaient renversé le président François Bozize en mars 2013 et porté leur chef Michel Djotodia au pouvoir. Djotodia avait ensuite annoncé officiellement la dissolution de la SELEKA. Mais certaines factions sont restées organisées et puissamment armées et seraient à l'origine des troubles qui ravagent tout le pays.

En lançant cette nouvelle intervention militaire d'urgence sur le continent africain, le gouvernement se pare d'objectifs humanitaires désintéressés et d'un mandat de l'ONU.

« La France n'a d'autre objectif que de sauver des vies humaines. » jure avec cynisme Hollande.

« La France n'a pas vocation à rester en Centrafrique, pas plus qu'au Mali. Mais le jour où elle pourra passer le flambeau pour ce type d'intervention aux armées africaines est encore loin. » reprend Fabius, la main sur le cœur.

La vérité est ailleurs. Les gérants des intérêts de l'impérialisme français n'ont que faire des massacres de civils, de Djotodia ou de Bozizé. Les « sentiments » qui les animent ne sont autres que la domination néo-coloniale de la France pour les profits des monopoles français.

La RCA est un pays riche en ressources naturelles minérales et végétales, même si sa population, peu nombreuse, est la plus pauvre du monde. Son sol contient du diamant, de l'uranium et de l'or. On parle de ressources pétrolières potentielles. L'agriculture produit du coton, de la canne à sucre, du café, du tabac... La forêt fournit toutes sortes de bois tropicaux. Même si les structures économiques sont faibles, les possibilités de développement sont réelles et intéressent les investisseurs étrangers. Français... et autres. Outre ses ressources, la République centrafricaine située au centre du continent présente également un intérêt géostratégique majeur.

Ancien pays de l'empire colonial français dénommé alors Oubangui-Chari, la République Centrafricaine est restée dans l'espace néocolonial français après son « indépendance ». La France est le premier investisseur en RCA. Ces « investisseurs, on les connaît. Ils sont partout en Afrique : Total, Bolloré, Air France, France télécom, Orange, Castel et...AREVA !

Or, l'instabilité politique et l'insécurité contrarient le développement des activités de ces multinationales françaises. AREVA a ainsi suspendu les travaux de mise en exploitation de la mine de Bakouma, dans le sud-ouest du pays, après une attaque armée en juin 2012.

L'attaque des ex-rebelles de la SELEKA contre BANGUI est l'occasion pour le gendarme français de l'Afrique d'intervenir militairement pour rétablir de force son ordre colonial, chapeauté par l'ONU, avec la participation financière de quelques pays donateurs. Une fois l'ordre rétabli, les affaires pourront reprendre, sans risques pour « nos » investisseurs nationaux.

Par ailleurs, l'impérialisme français n'est pas seul à vouloir s'attribuer les richesses du pays. La Chine par exemple n'est pas inactive. En 2011, l'ex-président Bozize lui avait ouvert largement les portes en accordant à la compagnie chinoise CNPC (CHINA NATIONAL PETROLEUM CORP) le contrat de forage et de mise en exploitation des gisements de Doseo et de Salamat, près de la frontière avec le Tchad. Il n'est pas inutile de rappeler qu'après son coup d'Etat de mars 2013, le nouveau président Djotodia a tout de suite déclaré qu'il voulait revoir les contrats miniers signés par Bozize et qu'il s'appuierait sur l'UE pour aider à développer le pays. Au sommet de l'Elysée, les 6 et 7 décembre 2013, François Hollande a été très net : « L'Afrique doit maîtriser son destin », a-t-il déclaré...mais avec l'aide de la France et de l'Europe. C'est-à-dire sans les autres puissances. Les rivalités inter-impérialistes sont donc bien présentes et sans doute actives, derrière les désordres et les conflits internes ou locaux qui secouent la République centrafricaine. **En intervenant militairement en Centrafrique après être intervenu au Mali, le représentant de l'impérialisme français a réaffirmé la volonté hégémonique de la France impérialiste sur son ancien empire colonial.**

Cette opération militaire coûtera aux finances publiques de la France plusieurs centaines de millions d'euros. Où l'Etat va-t-il les trouver, alors qu'il impose déjà la réduction des dépenses pour limiter la dette publique ? A l'évidence en réduisant le financement des services sociaux et en augmentant les impôts. C'est donc le peuple travailleur qui paiera la note.

Après la Côte d'Ivoire, la Libye, le Mali, les travailleurs paieront pour que les multinationales françaises puissent piller tranquillement les pays dominés par les forces armées françaises.

Quant au peuple centrafricain, il continuera à être l'un des plus pauvres du monde et à être pillé et violenté par des bandes armées rivales, liées aux factions au pouvoir, ou à leurs adversaires de diverses obédiences.

Le ROCML dénonce l'intervention des troupes françaises en République centrafricaine comme une agression impérialiste de type colonial et appelle le peuple de France à s'y opposer.

TROUPES FRANCAISES HORS D'AFRIQUE !

**C'EST AUX PEUPLES D'AFRIQUE DE DECIDER EUX-MÊMES DE LEUR AVENIR EN SE
DEBARRASSANT DE LA TUTELLE DES PUISSANCES IMPERIALISTES ET DE LEURS CHIENS DE
GARDE !**

ROCML 8 décembre 2013